



UNITED NATIONS
ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL



RÉSUMÉ DE

E/CN.12/292

Avril 1953

FRANÇAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Cinquième Réunion
Rio de Janeiro, Brésil
9 Avril 1953

RÉSUMÉ DE

L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE

SUR LA

TECHNIQUE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DOCUMENT DE BASE
POUR LE POINT 5
DE L'ORDRE DU
JOUR PROVISOIRE

RESUME DE
L'ETUDE PRELIMINAIRE SUR LA TECHNIQUE DES PROGRAMMES DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Cette étude est la suite logique de l'analyse du développement de l'Amérique latine faite dans d'autres rapports de la Commission Economique pour l'Amérique Latine ^{1/}, ainsi que dans l'Etude économique de l'Amérique latine pour 1952 (document E/CN.12/291), soumise à la considération de la cinquième session de la Commission, et faite en appliquant une méthodologie nouvelle. Tous ces rapports examinent les facteurs positifs et négatifs qui ont agi sur le développement économique de l'Amérique latine et mettent en relief la nécessité d'accélérer ce développement. Dans la présente étude, on a fait un nouveau pas en avant dans une tentative de montrer de quelle façon peut être accéléré ce développement au moyen de programmes capables de s'adapter aux conditions économiques et sociales présentes de l'Amérique latine. C'est dans ce but que sont exposés les principes méthodologiques qui pourraient servir pour la mise au point de tels programmes et que leur mise en application est illustrée par des cas concrets, pris au seul titre d'exemples.

L'étude comporte deux parties: la première est consacrée à un exposé général de la méthodologie, et la seconde, à son application au cas de l'économie chilienne. Ce résumé portera seulement sur la première partie. Pour en faciliter l'exposé, elle sera divisée dans le même nombre de chapitres que comporte l'étude elle-même.

1. Principaux problèmes de la méthode préliminaire de mise au point des programmes

On pose ici tout d'abord le principe selon lequel la mise au point des programmes de développement ne signifie pas nécessairement une intervention étatale dans l'économie plus intense que celle qui se fait /à présent dans

^{1/} Cf. El Desarrollo Económico de América Latina y sus Principales Problemas (E/CN.12/89): Estudio Económico de América Latina, 1949 (E/CN.12/164/Rev.1): Problemas Teóricos y Prácticos del Desarrollo Económico (E/CN.12/221).

C'est pourquoi on estime que pour accélérer le développement économique il faut disposer pour une période transitoire d'un complément de capital étranger. Il s'agit d'accélérer l'augmentation du revenu à l'aide de capitaux étrangers jusqu'à ce que le revenu atteigne un niveau à partir duquel l'épargne intérieure soit en mesure de fournir les investissements nécessaires pour qu'il puisse conserver ce rythme de développement plus rapide. On appellera période de transition d'un programme le temps nécessaire pour atteindre le coefficient d'épargne qu'exige le nouveau taux de développement.

Dans un programme dont le financement reposerait en partie sur le capital étranger, il faudrait empêcher la consommation d'augmenter simultanément avec le revenu et en destiner à l'épargne une plus grande proportion. Autrement il serait indispensable de recourir indéfiniment aux capitaux étrangers, ce qui serait impraticable en raison de la charge croissante des transferts à l'étranger.

Etant donné la résistance des habitudes de consommation et d'épargne, on ne saurait s'attendre à ce que le coefficient d'épargne montât spontanément. Il a été suggéré que l'inflation, lorsqu'elle redistribue le revenu en faveur des groupes sociaux disposant d'une plus grande capacité d'épargne, réussirait à élever ce coefficient. mais si on en juge d'après la récente expérience du Mexique, par exemple ^{1/}, il semblerait que le prix social de cette forme d'accroître l'épargne revient trop lourd par rapport aux minces progrès qui, au point de vue du bien être des masses, seraient ainsi réalisés.

Il faut donc analyser les moyens dont dispose l'Etat pour agir sur le coefficient d'épargne. La politique fiscale trouve ici l'un de ses principaux objectifs dans un programme de développement en utilisant l'impôt tant pour stimuler l'épargne des entrepreneurs et fomenter le reinvestissement des profits non distribués, que pour restreindre la consommation des groupes qui jouissent de revenus élevés. Ainsi, l'Etat consacrerait-il à l'investissement des ressources qui autrement auraient été livrées au consommateur. C'est là un des aspects les plus importants de l'efficacité d'un programme de développement.

^{1/} Estudio Económico de América Latina 1951-1952 (E/CN.12/291),
Capítulo II.

générales afin d'y introduire les ajustements nécessaires.

Ceci suppose qu'il faut calculer des coefficients d'élasticité de la demande de chaque type de biens et services de consommation par rapport au revenu, ainsi que des coefficients de capital, main d'oeuvre, énergie, matières premières, etc., absorbés dans chaque activité par unité de produit. Mais ce calcul ne peut pas être fait séparé de l'analyse de la disponibilité de main d'oeuvre et sa productivité, analyse qui a été faite dans un précédent rapport de la Commission ^{1/}.

Il a été dit dans ce rapport qu'il y a deux étapes dans le développement économique et l'assimilation de la technique. Dans la première étape il y a un excédent de main d'oeuvre dans les activités primaires. Lorsque la population se déplace vers d'autres activités plus productives, la productivité de toute l'économie augmente. Dans la seconde étape, une fois épuisé l'excédent virtuel de main d'oeuvre, il n'y a plus de grands déplacements ni d'augmentations de la productivité par le seul transfert de main d'oeuvre.

L'Amérique latine est dans son ensemble dans la première étape: par conséquent, le facteur limitant le développement c'est la disponibilité en capitaux et non pas celle de main d'oeuvre. C'est là une raison fondamentale pour mettre au point des programmes d'ensemble et non pas partiels. Il ne serait guère possible de proposer une augmentation de la productivité par homme dans l'agriculture sans considérer la façon de réabsorber la main d'oeuvre qu'elle ne serait pas en mesure de retenir. De même il ne serait pas possible d'accélérer le développement industriel sans connaître la quantité de main d'oeuvre que l'on pourrait tirer de l'agriculture et des services personnels.

Le problème consiste à déterminer la distribution de la main d'oeuvre par activités, en indiquant le volume, l'origine et la destination des déplacements de population occupée, en tenant compte de l'augmentation de la demande par secteurs et de l'accroissement probable de la productivité qu'on pourrait réaliser en élevant la densité du capital.

Etant donné que c'est le capital le facteur limitatif, la solution du problème consisterait à ce que l'ensemble de l'économie pût atteindre un accroissement maximum du rendement par unité de capital, quand bien

^{1/} Etude Economique de l'Amérique latine pour 1949 (E/CN.12/164/Rev.1).

longue à élever le niveau général des salaires et à accélérer l'augmentation de la densité du capital dans tous les secteurs de l'économie.

La pénurie de capital dans les pays insuffisamment développés exigerait dans chaque secteur productif des investissements dont le rendement par unité de capital fût supérieur au rendement des mêmes investissements faits dans d'autres pays, même si le rendement par personne n'était aussi élevé, car ce serait la seule façon d'assurer le revenu maximum avec un investissement donné pour l'ensemble de l'économie.

Il n'est pas toujours possible de trouver des alternatives de ce genre, car les recherches technologiques dans les pays où le capital est abondant s'orientent vers l'économie de main d'œuvre plutôt que vers celle de capital ^{1/}.

Cette même pénurie de capital ne permet pas à l'entrepreneur de produire comme autrefois l'effet dynamique qu'il déclenchait lorsqu'il provoquait une hausse des salaires. Par conséquent, le développement spontané n'aboutit point à une distribution du capital qui permette d'obtenir un rendement maximum, d'où l'importance du rôle de l'Etat en ce qui concerne l'orientation des investissements.

Le critérium pour déterminer les secteurs dans lesquels il faut remplacer des importations est celui-là même qui vient d'être exposé: Il faudra en choisir ceux qui assureront le plus haut rendement par unité de capital.

Tout ce qui précède montre jusqu'à quel point l'analyse de la productivité est de la plus haute importance dans un programme de développement économique. C'est justement là que l'on a besoin, de même qu'en matière de revenu, de pousser au maximum l'étude et l'analyse des problèmes du développement économique.

Dans certains cas les différentes solutions qui s'offrent pour la mise au point d'un programme de développement revêtent un caractère strictement économique. Dans d'autres cas interviennent des facteurs d'ordre politique et social. Le rôle de la technique se borne à présenter objectivement et impartialement les diverses alternatives, à déterminer les ressources dont il faudrait disposer en chaque cas et

^{1/} Cf. Problemas teóricos y prácticos del Desarrollo Económico
(E/CN.12/221).

Entre 1925 et 1951 le revenu brut de l'Amérique latine a augmenté de 4,7 pour cent par an, ce qui représente 2,5 pour cent par habitant. Cette augmentation correspond à celle qu'ont eu les Etats-Unis entre 1869 et 1883. Mais la simple comparaison manque de signification historique. Le développement américain c'est le développement capitaliste dans sa forme la plus typique: processus graduel d'accumulation de capital et de progrès technique. Le développement de l'Amérique latine par contre est un processus d'assimilation de la technique existante et il n'a pas à traverser les mêmes étapes ni à avoir la même durée. D'ailleurs les degrés d'assimilation sont différents selon qu'il s'agisse de formes de consommation ou de formes de production. En d'autres mots, on apprend beaucoup plus vite les nouvelles formes de consommation que les nouvelles formes de production: de là ces situations économiques et sociales tendues que seule l'accélération du développement permet de surmonter.

Si l'on considère qu'en 1952 le revenu par habitant en Amérique latine a été de 245 dollars (à des prix de 1950), on en conclut que le rythme actuel de développement ne permettrait pas d'atteindre un niveau de 665 dollars (le tiers du revenu par habitant des Etats-Unis) en moins de 40 ans. Une augmentation du taux d'investissement de 16,5 pour cent à 20 pour cent prendrait 25 ans.

Pour y parvenir sans restreindre la consommation, il faudrait des capitaux étrangers, dont le montant dépendrait du taux d'augmentation de l'épargne locale. On peut présenter à titre d'exemple deux cas hypothétiques: dans le premier cas, le coefficient de l'épargne s'élèverait de 16,5 pour cent à 20 pour cent entre 1953 et 1960 et dans le second, la période de transition s'étendrait au double et il y aurait besoin de capitaux étrangers jusqu'en 1967. Les capitaux nécessaires monteraient à 15.400 millions de dollars, à des prix de 1950 (2.200 millions par an) dans le premier cas, et à 44.000 millions (3.140 millions par an) dans le second.

/ Projections du revenu

L'écart entre le rythme d'accroissement de la capacité d'importation et celui du revenu oblige, ainsi qu'il a été dit, à remplacer les importations par la production nationale. Cette nécessité de remplacer les importations en Amérique latine s'est fait sentir surtout au cours des dernières années en raison du fait que la capacité de paiements extérieurs n'a augmenté entre 1946 et 1952 que de 28 pour cent, alors que le revenu brut a doublé. Quand on analyse les tendances de substitution dans le passé et les perspectives qui s'offrent à l'heure actuelle, l'on constate que la marge pour le remplacement de biens de consommation s'est beaucoup réduite (dans certains pays elle s'est presque épuisée) et que le remplacement est plus difficile pour le pétrole et les biens d'équipement. Les tableaux ci-dessous donnent une idée de cette situation.

Proportion moyenne dans le total des importations

<u>Période</u>	<u>Biens de consommation</u>	<u>Biens d'équipement</u>	<u>Matières premières</u>	<u>Combustibles</u>
1926-1929	47,6	33,1	13,1	6,2
1946-1952	33,2	38,5	17,7	10,6

Coefficients des importations par rapport au revenu disponible

<u>Période</u>	<u>Biens de consommation par rapport à la consommation</u>	<u>Biens d'équipement par rapport aux investissements</u>	<u>Matières premières par rapport à la consommation</u>	<u>Combustibles par rapport à la consommation</u>
1926-1929	11,8	52,1	3,2	1,5
1946-1952	5,8	34,6	3,1	1,9

Si on trace la trajectoire de l'accroissement probable de la capacité d'importation et des importations de l'Amérique latine sur les vingt cinq années à venir, on parvient à la conclusion qu'il ne saurait dépasser le taux de 2,2 pour cent par an, même pour le cas où se maintiendrait le rapport des échanges de 1952. Si le revenu augmentait

/de 4,5 pour

population active employée dans l'agriculture monterait seulement de 33,1 millions en 1952 à 40 millions en 1977, celle employée dans d'autres activités passerait de 24,9 millions à 57,5 millions.

Les projections globales et par secteurs sont, ainsi qu'il a été dit, interdépendantes et pour qu'elles puissent se réaliser avec un certain degré de précision il faut prévoir les investissements et les revenus annuels pour chaque secteur de l'économie. La perpétuelle instabilité des économies d'Amérique latine fait naître ici le doute quant à la possibilité de réaliser ce développement régulier et ordonné. La solution réside dans la possibilité de mettre sur pied des programmes flexibles qui tiennent compte des principaux facteurs dont résulte l'instabilité, notamment ceux d'origine extérieure. Parmi ces derniers, il faut surtout souligner le rôle prépondérant du rapport des échanges, qui a sensiblement affecté le coefficient des investissements.

L'influence du rapport des échanges sur le coefficient des investissements s'est affaiblie en partie comme résultat du développement intérieur, et en partie comme résultat de la diminution, par rapport au revenu brut, des transferts au titre de profits et intérêts des capitaux étrangers investis en Amérique latine.

Les facteurs extérieurs se répercutent aussi, à travers les mouvements de la demande et des investissements, sur la façon dont le capital est utilisé. Le rendement par unité de capital tombe brusquement pendant la grande crise et se relève par la suite, le ralentissement des activités avant la seconde guerre mondiale entraîne une nouvelle chute, Mais la pénurie de biens d'équipement pendant la guerre, la grande demande accrue par la pression inflationnaire et la nécessité de remplacer des importations, ont obligé à tirer le maximum de profit du capital disponible, au point que le rendement unitaire atteint et dépasse le niveau précédant la crise. A partir de 1945 l'on assiste à une chute provoquée pour une grande part par le fort accroissement des investissements et autres facteurs, ce qui a permis de disposer d'une marge convenable de capacité non employée, au détriment du rendement par unité de capital.

Un programme qui s'adapte aux singularités de l'économie latino-

/américaine devra

faire monter à 20 pour cent son coefficient d'épargne nationale.

L'accroissement du rendement par unité de capital - qui est aujourd'hui de 0,40 - rendrait moins nécessaire les investissements, ou bien il rendrait possible un taux de développement plus élevé. Les possibilités d'accroître l'efficacité de l'appareil productif, sans ou avec de petits investissements, sont énormes au Brésil. A l'heure actuelle, l'économie brésilienne exige de gros investissements dans les secteurs de base - transports, énergie et industries lourdes - qui se caractérisent par une relation relativement basse entre rendement et capital. Mais ces investissements donneront lieu à des augmentations immédiates de la productivité en d'autres secteurs. Peut être une meilleure utilisation des installations industrielles au moyen d'un approvisionnement en énergie plus abondant, compenserait-elle en surcroît l'effet de l'investissement en centrales hydro-électriques sur la relation moyenne entre le rendement et le capital. On en pourrait dire autant à propos des investissements dans les transports et surtout dans les chemins de fer.

Le tableau ci-après résume les projections globales pour le Brésil.

Projections du développement économique du Brésil
dans l'hypothèse où se maintiendrait
le rythme d'accroissement actuel

	1950	1953	1962	Pourcentages de développement moyen annuel, 1953-1962	
				Global	Par habitant
	(milliards de cruzeiros de 1950)				
Revenu brut	264,6	312	536	6,2	3,7
Production	251,7	312	536	6,2	3,7
Revenu disponible	259,1	314	536	6,1	3,6
Consommation	217,5	254	421	5,8	3,3
Investissements	41,6	60	115	7,5	5,0
Capitaux existants	624,6	731	1.346 a/	6,2 b/	3,7
Rendement par unité de capital	0,4	0,4	0,4	-	-

a/ Capital existant à la fin de 1962, y compris par conséquent les investissements nets de 1962.

b/ Ce taux se rapporte à l'accroissement du capital entre le début de 1953 et de 1962.

/C'est sur

à l'approvisionnement continuerait à être élevé. Le tableau ci-dessous résume les données servant de base à ces conclusions:

Hypothèses sur les changements dans la structure de la production et les importations requises par le développement économique entre 1953 et 1962

1. Taux de développement

	<u>Besoins</u>	<u>Importations</u>	<u>Production</u>
<u>Produits agricoles:</u>			
Taux global	55,3	34,4	56,8
Taux annuel	4,5	3,0	4,6
<u>Produits industriels:</u>			
Taux global	108,0	-3,0	126,0
Taux annuel	8,5	-3,0	9,5
<u>Biens d'équipement:</u>			
Taux global	110,0	50,0	160,0
Taux annuel	8,6	4,6	11,2
<u>Pétrole :</u>			
Taux global	200,0	50,0	6.900,0
Taux annuel	13,0	4,6	52,7

2. Proportion des importations ^{a/}

a) Par rapport aux besoins de chaque groupe

	<u>1953</u>	<u>1962</u>
Produits agricoles	9,5	8,0
Produits industriels	11,4	3,7
Biens d'équipement	44,0	31,6
Pétrole	97,8	48,9

/ b) Par rapport

Source: Commission Economique pour l'Amérique Latine, Nations Unies

Pour que l'approvisionnement intérieur en produits agricoles s'accroisse de 4,5 pour cent par an - qui est le taux qu'exigerait l'augmentation de la demande en denrées alimentaires et en matières premières dans l'hypothèse d'un développement modéré - il faudrait augmenter les importations de ces produits d'un taux annuel de 3 pour cent, à condition que la production nationale de blé ne dépasse pas le million de tonnes.

Quant aux biens manufacturés, quelques hypothèses simplifiées furent émises qu'il faudr. vérifier et élargir avec soin. On a supposé que les importations de papier et de pâte à papier pourraient être entièrement éliminées ^{1/}. On a supposé que la proportion des importations par rapport à l'approvisionnement total descendrait de 23 à 5 pour cent dans l'industrie chimique; de 5 à 2 pour cent dans l'industrie textile; et de 7,5 à 2 pour cent dans l'industrie des cuirs et peaux. Quant aux biens de consommation durables, on a supposé que la tendance actuelle à en fabriquer dans le pays une proportion qui va en grandissant se maintiendrait. Par exemple, pour ce qui est des automobiles, on a estimé que la proportion du prix de fabrication produite dans le pays passerait de 27 à 60 pour cent.

Si ces substitutions étaient réalisées, vers 1962 les importations totales de produits manufacturés se réduiraient d'environ 30 pour cent, ce qui compenserait l'accroissement prévu des importations de produits agricoles, le montant des importations des biens de consommation demeurant sans changement.

Etant donné que pendant la période de base (1948-1950) les importations se composaient de deux cinquièmes de biens de consommation, de deux cinquièmes de biens d'équipement et d'un cinquième de services incorporés dans la valeur des marchandises, pour le cas où ces derniers augmenteraient dans la même proportion que l'ensemble des importations (25 pour cent), la capacité d'importation de biens d'équipement augmenterait de 50 pour cent.

/Etant données

^{1/} Voir Document E/CN.12/294.

L'excès de simplifications sur lesquelles se basent les calculs du schéma qui vient d'être présenté lui enlève une partie de sa valeur méthodologique. Mais ces simplifications pourront être progressivement éliminées au fur et à mesure que l'on disposera des données fondamentales concernant chaque secteur. Le but d'un calcul initial simplifié, comme le présent, c'est de fournir une première idée sur l'ordre de grandeur des investissements qu'il faudrait absorber dans chaque secteur pour atteindre et maintenir un taux de développement donné.

Cette partie de l'étude permet d'en tirer deux conclusions importantes, à savoir: premièrement, la diminution de l'importance relative du commerce extérieur dans l'économie du Brésil fera naître simultanément la nécessité de redoubler l'effort de capitalisation; deuxièmement, il est probable qu'une étude plus poussée de l'économie brésilienne mette en relief la nécessité d'accorder une plus grande priorité aux investissements tendant à accroître l'efficacité de l'utilisation des équipements.

b) Chili. Le développement du Chili a été plutôt lent. Les profondes répercussions de la grande crise mondiale et de la crise du nitrate qui s'était déclanchée auparavant, ont été soulignées dans l'Etude économique pour 1949. L'économie chilienne ne s'en est pas tout à fait rétablie. La capacité de paiements extérieurs, qui représentait 55 pour cent du revenu brut en 1925-1929, descendit à 25 pour cent en 1952, année durant laquelle le rapport des échanges était encore de 39 pour cent au dessous de celui des années qui ont précédé la crise mondiale. Le coefficient des investissements n'a pas non plus repris le niveau de ces temps-là; la proportion moyenne des investissements par rapport au revenu brut a été de 13,3 pour cent en 1952 contre 17,8 pour cent en 1925-1929.

Ce qui précède explique la lenteur avec laquelle augmente aujourd'hui le revenu brut - 2,5 pour cent par an entre 1940 et 1952. Deux obstacles l'empêchent de progresser davantage: le montant des capitaux étrangers et les difficultés que rencontre la substitution des importations.

/ Supposons qu'en

De même que dans le cas du Brésil, l'on a tracé la projection de la demande d'articles que l'on importe aujourd'hui et de la capacité d'importation, afin de déterminer l'ampleur des substitutions. Trois hypothèses d'accroissement de la capacité d'importation et deux hypothèses d'augmentation des importations ont été envisagées, correspondant à un accroissement modéré du revenu brut dans un cas et accéléré dans l'autre. Dans l'hypothèse où l'accroissement de la capacité d'importation atteindrait son maximum, elle augmenterait de 3,1 pour cent par an; dans le cas intermédiaire, de 2,1 pour cent par an et dans le cas d'accroissement minimum, de 1,2 pour cent par an. Par ailleurs, dans l'hypothèse d'un accroissement modéré du revenu, la demande d'articles présentement importés augmenterait de 6,2 pour cent par an, alors que dans l'hypothèse d'un accroissement accéléré cette augmentation serait de 9,8 pour cent par an. Les substitutions auxquelles il faudrait procéder en combinant ces diverses hypothèses apparaissent dans le tableau ci-après:

Substitutions nécessaires dans les diverses hypothèses d'augmentation du rendement et de la capacité d'importation

(en pourcentages de la demande totale de biens présentement importés, au cas où il n'y aurait pas d'autres substitutions jusqu'en 1962)

Augmentation de la capacité d'importation	Accroissement du rendement	
	Modéré	Accéléré
Maximum	24	56
Moyen	34	62
Minimum	42	67
Nulle	51	72

Source : Commission Économique pour l'Amérique latine, Nations Unies.

Il est évident que les changements structurels de la production (et pour une bonne part de la consommation) qui sont nécessaires pour substituer 24 pour cent des importations sont très inférieurs à ceux qu'exige une substitution du 72 pour cent. Ces changements structurels / poseraient des

4. Projections par secteur selon les différentes possibilités d'accroissement

L'objectif fondamental d'un programme est d'indiquer l'accroissement de chaque secteur, en fonction d'une commune hypothèse de développement global. ce n'est qu'ainsi que l'on pourra évaluer le capital que chaque branche devrait absorber. Ici surgit le problème de passer d'une estimation globale aux investissements par secteurs. A cet effet on devrait commencer par projeter la demande par secteurs en fonction de la projection globale du revenu disponible pour la consommation. La façon de satisfaire cette demande devrait être le résultat d'une étude sur les possibilités d'augmentation de la production dans chaque secteur et sur les besoins et la nécessité ou non de substituer certaines importations. Etant donné les besoins que la production interne aurait à satisfaire, il faudrait évaluer, en étudiant les conditions concrètes de la production, les nécessités en capitaux du secteur considéré.

Pour projeter la demande par secteurs on s'en est tenu à deux critères généraux:

- a) le comportement probable des consommateurs, dans le cas de biens et de services de consommation; et b) certaines interdépendances des activités économiques, dans le cas des biens et des services engagés dans la phase productive (matières premières, énergie, etc.)

Le comportement des consommateurs pourrait être prévu sur la base des calculs des corrélations entre l'accroissement du revenu disponible pour la consommation et les variations de la demande dans la catégorie des produits finis. On pourrait évaluer ainsi les coefficients d'élasticité de la demande par rapport au revenu, qui pourraient être ajustés d'accord avec les mouvements de prix relatifs et de la distribution du revenu.

Les interdépendances des diverses branches de la production, qui serviraient à projeter la demande de biens semi-finis, peuvent être réduits à des coefficients entre biens entrants (input) et biens sortants (out put) après certaines évaluations de la technique actuelle et de son évolution probable. La projection de la demande en biens d'équipement est un problème indépendant que l'on examine plus loin. Cependant on peut dire dès à présent que cette projection est basée sur une évaluation des

/besoins en matériel

Disponibilités en denrées alimentaires et besoins alimentaires dans certains pays d'Amérique latine

	<u>Niveau récent</u>	<u>Besoins</u>	<u>Différence</u>
	(en calories)		(en pourcentage)
Argentine	3.190	2.600	22,7
Brésil	2.340	2.450	- 4,5
Chili	2.360	2.640	- 10,6
México	2.050	2.490	- 17,6
Uruguay	2.580	2.570	0,4

Source: Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO).

Dans un programme il est donc fondamental de se poser les deux questions suivantes : Quel est le régime alimentaire moyen exprimé en calories? Quelle relation garde-t-il par rapport au revenu par personne?

Le régime alimentaire de certains pays semble être inférieur à celui auquel on pourrait s'attendre vu le niveau du revenu. Ceci peut être dû à une pénurie relative de la terre arable ou à l'organisation et l'utilisation des ressources - par exemple à des disponibilités en terres et à un manque de capitaux pour les exploiter.

On observe également que l'élasticité de la demande en produits alimentaires par rapport au revenu est très différente dans les pays de revenus bas (A), moyens (B) et hauts (C), Ceci offre un grand intérêt pour l'estimation des changements du coefficient d'élasticité. Une augmentation de 50 pour cent du revenu par personne aurait des effets complètement différents suivant que ce revenu soit de 200 ou de 300 dollars.

On peut faire une troisième observation à propos du comportement insolite de la demande dans certains pays (L'Argentine par exemple). Pour passer de la projection de la demande globale de produits alimentaires à celle de chacun d'eux, il faut tenir compte des coefficients individuels et, en plus, du processus de substitution d'aliments de qualité ou de prix inférieur par d'autres de qualité ou de prix plus élevé. Pour ces derniers, le coefficient de l'élasticité par rapport au revenu de la demande est généralement supérieur à l'unité; les premiers /ont en effet un

façon les coefficients d'élasticité par rapport au revenu de 1,3 pour l'Argentine et le Chili et de 1,2 pour le Brésil. Dans le cas du papier ces coefficients s'établirent entre 2 et 2,5 pour le Brésil, le Chili, la Colombie et le Mexique.

L'analyse de la demande en biens de consommation durables offre des difficultés encore plus grandes: elles sont déterminées par la grande diversité de ces produits et par les conditions anormales qui en ont caractérisé l'offre durant ces dix dernières années. Comme branche représentative de la production interne on analysa la fabrication de meules et l'on obtint des coefficients de 2,7 pour le Brésil et d'un peu plus de 3 pour l'Argentine. Dans le cas de la demande de voitures automobiles on obtint une élasticité de 6 pour le Brésil de 3,3 pour Cuba, alors qu'au Chili elle est très basse et en Argentine négative. Etant donné l'effet perturbateur des contrôles sur la demande, on considère que le coefficient correspondant à Cuba est le seul qui reflète le comportement des consommateurs.

Dans le cas des biens utilisés dans les étapes intermédiaires du processus de production, on a suivi des méthodes différentes, selon qu'il s'agisse d'articles suivant de près la demande de produits ou d'articles qui servent à des fins multiples, c'est-à-dire qui servent à produire soit des biens de consommation soit d'autres biens intermédiaires.

Dans le premier cas, dont la pâte à papier est un exemple, l'estimation se ferait en fonction de l'accroissement de la demande pour le produit fini; elle pourrait être ajustée en fonction des changements technologiques prévisibles susceptibles de modifier la quantité de matières premières par unité de produits terminés.

Quand il s'agit de biens intermédiaires à fins multiples, la demande est influencée non seulement par l'accroissement de la production industrielle, mais aussi par les changements de structures de cette dernière. Il est possible que le cas le plus complexe soit celui des produits métallurgiques. Dans ce cas, la projection devrait être basée sur une étude de la demande de: a) produits finis, dont la principale matière première sont les métaux; b) matériaux de construction; c) biens d'équipement. Le premier groupe est d'une projection facile, comme on l'a déjà exposé. Dans le second groupe il faudrait représenter séparément la demande d'édification de maisons d'habitation et les

/constructions dans

La demande de logement dépend des mouvements de la population et des variations du revenu réel. Dans le cas de la demande d'habitations populaires, on ne peut parler à vrai dire d'élasticité par rapport au revenu car il existe généralement un écart entre la capacité de paiement de la population et l'offre de logement dont la construction soit rentable pour les placeurs de fonds. C'est en fonction de la politique de constructions de l'Etat et des institutions d'assurances sociales qu'il faut analyser ce problème.

La demande de services professionnels et surtout la demande d'amusements ont une élasticité très élevée par rapport au revenu. Une estimation approximative du coefficient correspondant à la demande d'amusements au Brésil a donné comme résultat le chiffre de 4,5.

La quantité de services domestiques dépend fondamentalement des conditions de l'offre. L'augmentation du prix de ces services que le progrès économique provoque, se réalise sous la forme d'une substitution progressive des services rendus individuellement par des services fournis collectivement comme les restaurants, les blanchisseries, etc.

Parmi les services intermédiaires, les plus importants sont les moyens de transport et l'énergie. La plus grande difficulté que présente la projection de la demande de transport c'est qu'elle exige une analyse régionale du développement économique. La projection de la demande d'énergie exige également une analyse régionale, d'autant plus importante que l'emplacement des sources d'énergie est un facteur décisif pour la localisation des autres activités de production.

La demande d'énergie pour l'industrie, les transports et l'agriculture peut être dérivée des projections qui correspondent à ces secteurs. Mais il est indispensable de tenir compte des changements probables dans la structure de la production pour connaître la composition de cette demande. En général, la demande industrielle en énergie a tendance à croître d'une façon plus intense que la production industrielle, mais cette intensité dépend du type d'industrie qui se développe le plus. Le problème, qui consiste à déterminer la quantité optima de services gouvernementaux,

/est très complexe

comparé les avantages relatifs d'une unité d'investissements dans chaque branche d'exportation dont on considère l'expansion possible, avec une unité d'investissements dans chaque activité tendant à substituer les importations. Une telle comparaison exigerait que l'on considère les avantages de l'investissement dans une activité d'exportation en fonction des changements de la demande extérieure. Une estimation à court terme de tels avantages ne serait pas suffisante étant donné que dans l'activité d'exportation il est très probable que se produisent des arrêts de certains éléments.

Il est possible qu'un avantage obtenu dans une période initiale soit complètement perdu dans l'étape suivante par diminution de la demande. Dans de telles conditions la comparaison des avantages relatifs est très précaire.

Le critère général pourrait également être appliqué aux diverses possibilités de substitution. La solution pourrait être donnée par la comparaison des productivités marginales sociales des différentes alternatives, en admettant toujours que les prix relatifs des articles importés ne changent pas à l'avenir. Néanmoins il est possible qu'une substitution faite aujourd'hui selon le meilleur critère économique soit considérée anti-économique demain. Ceci est un problème inévitable, car les structures des prix peuvent évoluer d'une manière très différente dans les divers pays.

Le critère de productivité marginale provoque en pratique une série de difficultés, comme on peut voir. Le critère empirique, qui consiste à analyser un produit après l'autre, nous rapproche du critère général, puisque la substitution s'opère suivant les lignes de moindre résistance, c'est-à-dire, là où les possibilités de développement économique sont les plus grandes (avantage relatif du niveau des salaires, accessibilité et abondance de matières premières, coefficient élevé de la relation du rendement par rapport au capital, etc.)

/On indiquera en temps

Chili: Accroissement des importations dans les deux hypothèses de la substitution et de la non-substitution des biens de consommation
1962

	1950	1962		Augmentation ou diminution	
		Avec substitution	Sans substitution	Avec substitution	Sans substitution
		(millions de dollars de 1950)		(en pourcentage)	
Biens de consommation:	138,1	151,6	269,2	25	96
Dénrées alimentaires	16,8 <u>a/</u>	19,2	22,1	14	32
Matières premières	42,8	63,5	88,9	48	108
Combustibles	20,6	33,6	49,6	63	141
Produits manufacturés	57,9	30,1	108,6	-48	89
Non classifiés	15,1 <u>b/</u>	5,2	10,7	-66	-29
Capacité d'importation	247,3	307,0	307,0	24	24
Solde pour importer des biens d'équipement	94,1	155,4	27,1	65	-71
Demande en biens d'équipement (coefficient)	100,0	227,0	227,0 <u>c/</u>	127	127

Source : Commission Economique pour l'Amérique latine.

a/ Non comprises les importations exceptionnelles de blé.

b/ Y compris les importations exceptionnelles de blé.

c/ On suppose que la demande en biens d'équipement serait identique dans les deux hypothèses, car le taux d'accroissement serait le même.

Une fois connu le montant des besoins, la part de ceux-ci qu'il faudrait satisfaire avec des importations et le développement probable de la production pour l'exportation, on possède les éléments de base pour faire la projection des divers secteurs du produit national. L'altération de l'un quelconque de ces éléments de base signifierait des changements dans les projections.

Dans les hypothèses relatives aux éléments de base déjà mentionnés et qui ont été exposées dans la seconde partie de l'étude, on a obtenu des projections par secteur pour l'économie chilienne. Les taux d'accroissement annuels correspondant à ces

/ projections apparaissent

Les industries de biens d'équipement jouent un rôle tout aussi important que celui des transports et de l'énergie dans un programme de développement économique. Etant donné une certaine capacité d'importations de biens d'équipement, la possibilité de satisfaire de tels biens dépend de l'aptitude de l'industrie nationale à les produire. L'accélération de l'accroissement de la production de biens de consommation dépendra donc de l'augmentation préalable de la capacité des industries de biens d'équipement. Il devient ainsi évident qu'il est nécessaire de commencer par élargir la base de l'économie si l'on prétend accélérer le rythme de l'accroissement. C'est le même problème déjà posé et analysé sous une forme différente, que celui des conséquences de la mise en exécution d'un programme en accélérant l'augmentation de la consommation.

Dans l'hypothèse d'un développement modéré du Chili, qui est longuement étudiée dans la seconde partie de cette étude, les projections présentent deux phases distinctes: 1953-56 et 1957-62. Dans la première phase, celle de l'accélération du développement, la consommation s'accroît d'une façon moins intense que l'investissement, ce qui indique que la base sur laquelle repose l'industrie est en train de s'élargir. Au cours de cette étape on éliminerait les insuffisances fondamentales et l'on renforcerait les industries de biens d'équipement, afin de rendre possible un rythme vigoureux d'accroissement des industries de biens de consommation dans la seconde étape. Dans la première phase, l'accroissement des industries de biens d'équipement serait de 3,2 fois plus intense que celui des industries de biens de consommation; dans la seconde au contraire les deux groupes d'industries présenterait le même rythme de développement.

La durée de la première phase n'est pas arbitraire; elle est en effet déterminée par le degré d'intensification que l'on désire donner au développement de l'économie dans la phase suivante et par le rythme de l'accroissement de la capacité d'importation de biens d'équipement.

/la seconde phase est

Dans le tableau qui suit on a réuni, à titre d'exemple, les données relatives aux investissements nets de chacun des divers secteurs de l'économie chilienne étudiés dans la seconde partie.

Chili: Coordination des investissements nets calculés pour les différents secteurs dans l'hypothèse d'un développement économique modéré

	<u>En millions de pesos de 1950</u>	<u>En pourcentage</u>
Industries	52.075	33,1
Agriculture et élevage	20.882	13,3
Transports	22.100	14,0
Energie	18.200	11,6
Bâtiment	15.950	10,1
Commerce et services financiers	8.700	5,5
Total	137.907	86,0
Investissements prévus dans le programme modéré a/	157.200	100,0
Différence	19.293	12,4

Source: Commission Economique pour l'Amérique Latine.

a/ Total des investissements nets prévus dans l'hypothèse d'un développement modéré de l'économie chilienne. Voir tableau 1, Chapitre 1, Deuxième partie.

La différence de 12 pour cent entre les investissements par secteurs et l'investissement global provient de ce que l'on n'a pas inclus les activités résiduelles qui équivalent à 10 pour cent du revenu national. Si l'on suppose que ces secteurs ont besoin d'investissements proportionnels à leur importance dans l'économie, la différence se réduit à moins de 2 pour cent.